

Clara Zetkin

La lutte pour la libération des femmes

Il n'est pas surprenant que les réactionnaires aient une conception réactionnaire du travail féminin. Mais il est extrêmement surprenant de rencontrer, dans le camp socialiste, une conception erronée, qui consiste à exiger la suppression du travail des femmes.

Le problème de l'émancipation des femmes, c'est-à-dire en dernière instance celui du travail féminin, est un problème économique, et l'on est fondé à attendre des socialistes une meilleure compréhension des problèmes économiques.

Les socialistes doivent savoir qu'en l'état actuel du développement économique le travail féminin est une nécessité; que le travail féminin devrait aboutir normalement, soit à une réduction du temps de travail que chaque individu doit à la collectivité, soit à un accroissement des richesses de la société ; que ce n'est pas le travail féminin en soi qui, par le jeu de la concurrence, fait baisser les salaires, mais l'exploitation de ce travail par les capitalistes.

Les socialistes doivent avant tout savoir que l'esclavage social ou la liberté reposent sur la dépendance ou l'indépendance économiques.

Il n'est pas permis à ceux qui combattent pour la libération de tout le genre humain de condamner la moitié de l'humanité à l'esclavage politique et social par le biais de la dépendance économique. De même que le travailleur est sous le joug du capitaliste, la femme est sous le joug de l'homme et elle restera sous le joug aussi longtemps qu'elle ne sera pas indépendante économiquement. La condition sine qua non de cette indépendance économique, c'est le travail.

Si l'on veut faire des femmes des êtres humains libres, des membres de la société à part entière au même titre que les hommes, il ne faut ni supprimer ni limiter le travail féminin, sauf dans quelques cas exceptionnels.

Les travailleuses qui veulent accéder à l'égalité sociale n'attendent rien, pour leur émancipation, du mouvement féministe bourgeois qui prétend lutter pour les droits de la femme. C'est une construction bâtie sur le sable qui ne repose sur aucune base sérieuse.

Les travailleuses sont absolument convaincues que le problème de l'émancipation des femmes n'est pas un problème isolé, mais qu'il fait partie de l'ensemble de la question sociale.

Elles savent pertinemment que ce problème ne pourra trouver de solution tant que la société actuelle n'aura pas subi des transformations fondamentales.

La question de l'émancipation des femmes est née avec les temps modernes et c'est la machine qui l'a engendrée.

L'émancipation de la femme, cela signifie la complète modification de sa position sociale, une révolution de son rôle dans la vie économique.

Les anciens modes de production avec leurs moyens de travail imparfaits enchaînaient la femme à la famille et limitaient son champ d'action à son foyer. Au sein de la famille, la femme constituait une main d'œuvre extrêmement productive. Elle fabriquait presque tous les objets de nécessité courante.

Compte tenu du développement de la production et du commerce de l'époque, il aurait été en outre extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de fabriquer ces articles hors de la famille. Tant que durèrent ces rapports de production, la femme fut productive sur le plan économique...

La machine a mis fin à l'activité économique de la femme dans la famille. La grande industrie fabrique tous les articles à meilleur prix, plus rapidement et en plus grande quantité que ne pouvait le faire l'industrie individuelle qui ne disposait que d'outils imparfaits pour une production à très petite échelle.

Souvent la femme était obligée de payer la matière première achetée au détail plus cher que le produit fini de la grande industrie.

A ce prix d'achat, elle devait ajouter son temps et sa peine, si bien que l'activité productive dans la famille était devenue un non-sens économique, un gaspillage de force et de temps. Bien que, dans des cas isolés, l'activité productrice de la femme au foyer puisse être encore utile, il n'en reste pas moins que ce genre d'activité constitue une perte pour la société.

C'est la raison pour laquelle la ménagère du bon vieux temps a presque totalement disparu. La grande industrie rendu sans objet la production à domicile de biens destinés aux membres de la famille.

Mais, simultanément, elle a créé les bases de l'activité de la femme dans la société. La production mécanique, qui peut se passer de force musculaire et de qualification, a permis d'employer des femmes dans un vaste secteur de travail.

La femme est entrée dans l'industrie dans le but d'augmenter les ressources familiales. L'évolution de l'industrie moderne a fait du travail féminin une nécessité. Et c'est ainsi que chacun des perfectionnements de la technique moderne a rendu superflue une partie de la main-d'œuvre masculine.

Des milliers de travailleurs furent jetés à la rue, une armée de réserve des pauvres s'est constituée et les salaires n'ont cessé de diminuer.

Jadis, le salaire de l'homme, ajouté à l'activité productrice de la femme au foyer, suffisait à assurer l'existence de la famille ; maintenant il suffit à peine à faire vivre un travailleur célibataire. Le travailleur marié est dès lors contraint de compter sur le travail salarié de sa femme.

Cet état de choses a libéré la femme de la dépendance économique vis-à-vis de l'homme. La femme travaillant dans l'industrie ne pouvait plus, dans la famille, constituer un simple appendice économique du mari ; force économique indépendante de l'homme, elle apprit à se suffire. Or, si la femme n'est plus dépendante de l'homme sur le plan économique, il n'y a aucune raison pour qu'elle le soit sur le plan social.

Toutefois, cette indépendance ne profite pas pour l'instant à la femme elle-même, mais au capitaliste. Parce qu'il détenait le monopole des moyens de production, le capitaliste s'est emparé de ce nouveau facteur économique et l'a utilisé à son avantage exclusif.

Libérée de sa dépendance économique vis-à-vis de l'homme, la femme est passée sous la domination économique du capitaliste. D'esclave de son mari, elle est devenue l'esclave de son employeur. Elle n'avait fait que changer de maître. Elle a toutefois gagné au change : sur le plan économique, elle n'est plus un être inférieur subordonné à son mari, elle est son égale.

Cependant le capitaliste ne se contente pas d'exploiter la femme elle-même, il se sert d'elle pour exploiter encore mieux les travailleurs.

La main-d'œuvre féminine a été dès le départ meilleur marché que la main-d'œuvre masculine. Le salaire de l'homme était calculé à l'origine pour subvenir aux besoins de toute une famille, le salaire de la femme, lui, n'a représenté dès le début que l'entretien d'une seule personne et même en partie seulement, parce qu'on escomptait que la femme, en dehors de son travail à l'usine, continuerait à travailler à la maison.

Par ailleurs, les biens fabriqués par la femme au foyer avec des moyens de production primitifs ne représentaient, comparés aux produits industriels, qu'une petite quantité de travail social

moyen. On en déduisit que la femme avait une capacité de travail moindre et en conséquence sa force de travail fut payée moins. A ces raisons de la payer moins s'ajouta le fait que la femme a, en gros, moins de besoins que l'homme.

Mais ce qui fit de la femme une main-d'œuvre particulièrement appréciée du capitaliste, ce n'est pas seulement son prix réduit, mais aussi sa plus grande soumission.

Le capitaliste a spéculé sur ces deux facteurs pour rémunérer la travailleuse aussi mal que possible et pour abaisser au maximum, du fait de sa concurrence, le salaire des hommes.

De la même façon, il s'est servi du travail des enfants pour diminuer le salaire des femmes, et de celui des machines pour dévaloriser le travail humain.

Si le travail des femmes aboutit à des résultats contraires à sa tendance naturelle, le système capitaliste en est seul responsable ; il est responsable de rallongement de la journée de travail alors que le travail féminin devrait conduire à la réduire ; il est responsable du fait que le travail féminin n'est pas synonyme d'augmentation des richesses de la société, c'est-à-dire du mieux-être de chacun de ses membres, mais seulement d'augmentation du profit d'une poignée de capitalistes et simultanément d'une paupérisation massive et croissante.

Les conséquences funestes du travail féminin, si douloureusement ressenties aujourd'hui, ne disparaîtront qu'avec le système de production capitaliste.

Pour ne pas être écrasé par la concurrence, le capitaliste est contraint d'augmenter au maximum la différence entre le prix d'achat (prix de revient) et le prix de vente de ses produits ; il cherche donc à produire le moins cher et à vendre le plus cher possible.

Le capitaliste a donc tout intérêt à allonger à l'infini la journée de travail et à verser au travailleur un salaire aussi dérisoire que possible.

Cette politique va exactement à l'inverse des intérêts, tant des travailleuses que des travailleurs. Il n'existe donc pas d'opposition réelle entre les intérêts des travailleurs et ceux des travailleuses, mais bien une opposition irréductible entre les intérêts du capital et ceux du travail.

Des motifs économiques s'opposent à ce que l'on revendique l'interdiction du travail féminin. La situation économique actuelle est telle que ni le capitaliste ni l'homme ne peuvent renoncer au travail des femmes.

Le capitaliste doit le maintenir pour rester compétitif et l'homme en a besoin s'il veut fonder une famille. Et même dans le cas où le travail des femmes serait interdit par la loi, le salaire des hommes n'en serait pas amélioré pour autant.

Le capitaliste ne tarderait pas à compenser la perte d'une main-d'œuvre bon marché par l'emploi de machines plus perfectionnées et, en peu de temps, on en serait exactement au même point qu'avant.

Après de longues grèves dont l'issue fut favorable aux travailleurs, on a vu comment les capitalistes ont réduit à néant les succès remportés en utilisant des machines plus perfectionnées.

Si l'on revendique l'interdiction ou la limitation du travail féminin en arguant de la concurrence qu'il représente, il est tout aussi logique de réclamer la suppression des machines et le retour au droit corporatif du Moyen Age qui établissait le nombre des travailleurs à employer dans chaque entreprise.

Mais, abstraction faite des motifs économiques, ce sont avant tout des raisons de principe qui s'opposent à une interdiction du travail féminin.

A toute tentative dans ce sens, les femmes doivent opposer la résistance la plus vive et la plus justifiée car elles savent que leur égalité sociale et politique avec l'homme repose uniquement sur l'indépendance économique, que leur permet le travail hors du foyer.

C'est pour des raisons de principe que nous autres femmes, nous nous élevons avec la plus grande énergie contre une limitation du travail féminin.

Comme nous ne voulons absolument pas séparer notre cause de celle des travailleurs en général, nous ne demandons aucune protection particulière si ce n'est celle que le travail en général exige du capital.

Nous n'admettons qu'une seule exception au profit des femmes enceintes, dont l'état exige des mesures particulières dans l'intérêt de la femme même et de sa progéniture. Nous nions qu'il existe une question féminine spécifique, nous nions qu'il existe un problème spécifique des travailleuses.

Nous n'attendons notre pleine émancipation ni de l'accession des femmes à ce qu'il est convenu d'appeler les professions libérales, ni d'une éducation identique à celle des hommes — bien qu'une telle revendication soit tout ce qu'il y a de naturel et de juste — ni de l'obtention des droits politiques.

Les pays dans lesquels existe le suffrage dit universel, libre et direct, nous montrent qu'en réalité il ne vaut pas grand'chose.

Le droit de vote sans liberté économique n'est ni plus ni moins qu'un chèque sans provision.

Si l'émancipation sociale dépendait des droits politiques, la question sociale n'existerait pas dans les pays où est institué le suffrage universel. L'émancipation de la femme comme celle de tout le genre humain ne deviendra réalité que le jour où le travail s'émancipera du capital.

C'est seulement dans la société socialiste que les femmes comme les travailleurs accéderont à la pleine possession de leurs droits.

Compte tenu de cet état de choses, la seule solution, pour les femmes véritablement désireuses de se libérer, est d'adhérer au parti socialiste, le seul parti qui ait pour but l'émancipation des travailleurs.

Sans l'aide des hommes et, il faut bien le dire, souvent même contre leur volonté, les femmes ont rejoint le camp socialiste.

Dans certains cas, elles y ont même été irrésistiblement poussées, contre leur gré, uniquement par une claire compréhension de la situation économique.

Mais elles sont maintenant dans ce camp et elles y resteront! Elles lutteront sous le drapeau du socialisme pour se libérer, pour être reconnues comme des êtres humains à part entière.

En marchant main dans la main avec le parti ouvrier socialiste, elles sont prêtes à partager toutes les peines et tous les sacrifices du combat, mais elles sont aussi fermement décidées à exiger après la victoire tous les droits qui leur reviennent.

S'agissant des sacrifices et des devoirs aussi bien que des droits, elles ne veulent être rien d'autre que des camarades de combat, acceptées comme des égales dans les rangs des combattants.